

Tendances récentes : Le récent conflit au Moyen-Orient a amplifié l'incertitude géopolitique et politique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et freiné le tourisme, en particulier dans les pays voisins. La région était déjà en proie à de multiples difficultés, notamment des baisses de la production pétrolière, une inflation élevée et une activité limitée du secteur privé dans les économies importatrices de pétrole. La croissance de la région MENA a fortement ralenti en 2023 pour s'établir à 1,9 %.

Dans les pays exportateurs, le secteur pétrolier s'est nettement affaibli en raison des réductions de la production. Selon les estimations, la croissance des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) a fortement chuté en 2023, du fait de la baisse de la production pétrolière qui a plus que neutralisé la vigueur de l'activité du secteur non pétrolier. Dans les autres pays exportateurs de pétrole, la croissance a repris dans ceux qui ont été exemptés de l'accord de réduction de la production de l'OPEP.

La croissance des importateurs de pétrole a aussi quelque peu fléchi l'année dernière, reflétant l'anémie de l'activité du secteur privé. L'inflation alimentaire est restée résolument élevée, tandis que d'importantes dépréciations monétaires ont accentué l'inflation globale. En Égypte, on estime que la croissance s'est ralentie au cours de l'exercice 2022/2023 (juillet 2022 à juin 2023) en raison des restrictions à l'importation, de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et de l'atonie de l'activité des entreprises. En revanche, les estimations font état d'une reprise de la croissance au Maroc grâce au redressement du secteur agricole, et ce malgré le tremblement de terre survenu en septembre.

Perspectives : Le conflit au Moyen-Orient accroît l'incertitude des prévisions. En supposant qu'il ne s'aggrave pas, la croissance dans la région MENA devrait remonter à 3,5 % en 2024 et 2025. Les prévisions ont été revues à la hausse par rapport à ce qui était attendu en juin, compte tenu d'une croissance plus forte que prévu parmi les exportateurs de pétrole, soutenue par le rebond de l'activité de ce secteur.

Dans les pays du CCG, la croissance devrait atteindre 3,6 % en 2024 et 3,8 % en 2025. En Arabie saoudite, la croissance devrait repartir à la hausse en raison d'une augmentation de la production et des exportations de pétrole du pays, en dépit d'une prolongation des baisses volontaires de la production sur cette année. Parmi les autres exportateurs, la hausse de la production de pétrole résultant de l'assouplissement des mesures de réduction début 2024 devrait contribuer à une croissance plus rapide en Algérie et en Iraq.

Chez les importateurs de pétrole, la croissance devrait s'établir à 3,2 % cette année et à 3,7 % en 2025. Elle progressera dans certaines économies, en particulier Djibouti, le Maroc et la Tunisie, mais les pays plus proches géographiquement du conflit en subiront davantage les répercussions. En ce qui concerne l'Égypte, le conflit risque d'exacerber l'inflation, de freiner l'activité du secteur privé et d'intensifier les pressions sur les comptes extérieurs à cause de la baisse des recettes touristiques et des envois de fonds des travailleurs émigrés. Le conflit affectera également le secteur du tourisme en Jordanie.

Les perspectives économiques pour la Cisjordanie et Gaza sont très incertaines, avec une croissance qui devrait diminuer de 6 % en 2024 après une contraction de 3,7 % en 2023. La destruction massive des actifs fixes à Gaza entraînera un recul significatif de l'activité économique. Le conflit en cours aggravera également les conditions économiques déjà désastreuses en Cisjordanie. Si toutefois le conflit s'apaise, les efforts de reconstruction devraient contribuer à un rebond de la croissance à 5,4 % en 2025.

Risques : L'intensification du conflit, y compris ses retombées sur les économies voisines et l'afflux de réfugiés, fait planer une sévère menace sur la croissance régionale. En outre, les pays de la région MENA sont exposés aux catastrophes naturelles et le changement climatique continue d'accroître la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques. Dans les pays exportateurs de pétrole, si les cours baissent ou si la demande faiblit, la production pétrolière pourrait être limitée et les réductions risquent de perdurer. Dans les pays importateurs, le resserrement des conditions financières mondiales pourrait peser négativement sur les perspectives de croissance en raison des besoins importants de financement extérieur.

Télécharger les Perspectives économiques mondiales :
<https://www.banquemondiale.org/fr/publication/global-economic-prospects>

Prévisions pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2021	2022	2023e	2024p	2025p
PIB aux prix du marché (prix moyens en dollars sur la période 2010-19)					
Algérie	3,4	3,2	2,5	2,6	2,6
Bahreïn	2,7	4,9	2,8	3,3	3,2
Djibouti	4,5	3,1	4,7	5,1	5,7
Égypte^a	3,3	6,6	3,8	3,5	3,9
Iran^a	4,7	3,8	4,2	3,7	3,2
Iraq	-2,1	7,0	-2,9	4,2	2,9
Jordanie	3,7	2,4	2,6	2,5	2,6
Koweït	1,3	7,9	0,8	2,6	2,7
Liban^b	-7,0	-0,6	0,2
Libye	31,4	-1,2	14,1	4,1	4,3
Maroc	8,0	1,3	2,8	3,1	3,3
Oman	3,1	4,3	1,4	2,7	2,9
Qatar	1,5	4,9	2,8	2,5	3,1
Arabie saoudite	3,9	8,7	-0,5	4,1	4,2
République arabe syrienne^b	1,3	-3,5	-5,5
Tunisie	4,4	2,4	1,2	3,0	3,0
Émirats arabes unis	3,5	6,6	3,4	3,7	3,8
Cisjordanie et Gaza	7,0	3,9	-3,7	-6,0	5,4
Yémen^b	-1,0	1,5	-0,5	2,0	..

Source : Banque mondiale.

Note : e = estimation ; p = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.

a. Chiffres basés sur l'exercice budgétaire. Voir l'annexe régionale pour plus de précisions sur les chiffres de chaque exercice.

b. Les prévisions pour le Liban et la République arabe syrienne (au-delà de 2023), et pour le Yémen (au-delà de 2024) sont exclues en raison de leur haut degré d'incertitude.